

INSTITUT  
MONTAIGNE



# Cinq ans pour faire progresser **la France** des **ETI**



**NOTE** JANVIER 2022

INSTITUT  
MONTAIGNE



Think tank indépendant créé en 2000, l'Institut Montaigne est une plateforme de réflexion, de propositions et d'expérimentations consacrée aux politiques publiques en France et en Europe. À travers ses publications et les événements qu'il organise, il souhaite jouer pleinement son rôle d'acteur du débat démocratique avec une approche transpartisane. Ses travaux sont le fruit d'une méthode d'analyse et de recherche rigoureuse et critique, ouverte sur les comparaisons internationales. Association à but non lucratif, l'Institut Montaigne réunit des chefs d'entreprise, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des personnalités issues d'horizons divers. Ses financements sont exclusivement privés, aucune contribution n'excédant 1,5 % d'un budget annuel de 6,5 millions d'euros.

Ce travail a été rendu possible grâce au soutien de PwC et grâce à l'implication d'Olivier Lluansi, associé chez PwC Strategy& et rapporteur général de cette étude.

# Cinq ans pour faire progresser **la France** des **ETI**

NOTE – JANVIER 2022

# TABLE DES MATIÈRES

*Il n'est désir plus naturel  
que le désir de connaissance*

<b>Introduction :</b> .....	<b>6</b>
<b>I. Quelle place pour le développement des ETI dans les débats publics à l'approche de l'élection présidentielle ? .....</b>	<b>8</b>
<b>II. Treize enjeux des ETI .....</b>	<b>10</b>
• Reconstituer le socle de compétitivité du site France .....	10
<b>1/</b> L'amélioration de la compétitivité coût .....	10
<b>2/</b> La libération des transmissions d'entreprises .....	10
• Alléger les procédures administratives et simplifier les relations à l'administration .....	11
<b>3/</b> La simplification des procédures administratives .....	11
<b>4/</b> La réforme de l'administration .....	11
• Re-territorialiser et redéployer l'activité économique .....	12
<b>5/</b> La formation et les compétences .....	12
<b>6/</b> L'attractivité des territoires et la mobilité .....	13
<b>7/</b> Le renforcement des écosystèmes locaux .....	14
<b>8/</b> Le renouveau des logiques sectorielles de filières .....	14
<b>9/</b> L'aménagement foncier .....	15
• Permettre aux ETI de relever les défis des transformations écologiques, numériques et sociétales .....	16
<b>10/</b> L'accès à une énergie décarbonée, au cœur de la transition écologique .....	16
<b>11/</b> La transition digitale .....	17
<b>12/</b> L'engagement sociétal .....	18
<b>13/</b> Les ETI, actifs stratégiques européens .....	19
• Repenser le rôle et la place des ETI dans la stratégie d'indépendance industrielle européenne .....	19
<b>Remerciements .....</b>	<b>21</b>

# INTRODUCTION

Avant un moment démocratique décisif pour l'avenir de notre pays, il convient de dresser un juste état des lieux de la situation économique nationale. Si cette dernière a connu une nette dégradation en raison de la crise sanitaire, elle connaît, depuis quelques mois, un rebond significatif et dispose par ailleurs de solides atouts pour l'avenir.

La France est en effet dotée de forces indéniables qui lui ont permis de conforter sa place de 1<sup>re</sup> destination européenne en matière d'investissements<sup>1</sup> en 2020. 74 % des investisseurs estiment en outre que l'attractivité de la France va s'améliorer d'ici 2025. Ce rayonnement économique est particulièrement notable au sein des grandes filières mondiales telles que celles de la construction aéronautique et spatiale, navale, ou encore de l'industrie pharmaceutique. La France sait également convaincre les investisseurs par une capacité d'innovation en forte progression<sup>2</sup>. Les efforts en matière de R&D ont notamment permis d'améliorer le bilan environnemental du pays, en témoigne la réduction de 20 % d'émissions de gaz à effet de serre (GES) en France<sup>3</sup> ces 30 dernières années. Enfin, le territoire national bénéficie, grâce à l'énergie nucléaire, de coûts de production d'électricité décarbonée relativement faibles<sup>4</sup> par rapport à ses voisins européens, ce qui constitue un avantage concurrentiel non négligeable.

Les atouts économiques de la France doivent néanmoins être consolidés afin d'assurer une reprise durable et de renforcer son attractivité sur la scène européenne et internationale. C'est d'autant plus nécessaire que de nombreuses faiblesses demeurent et exigent une action résolue des pouvoirs publics visant à réformer et adapter l'économie française aux enjeux de demain.

En effet, la France dispose toujours de marges de manœuvre financières et budgétaires réduites, ainsi que de défaillances structurelles liées notamment à son cadre réglementaire et fiscal. Pour rappel, en 2019 avant la crise, la France se situait déjà parmi les pays européens aux finances publiques les plus dégradées<sup>5</sup> avec un déficit public de 3,1 % du PIB et une dette publique de 97,6 % du PIB. À cette relative instabilité économique s'ajoutent des difficultés sociales fortes puisque la

France affiche l'un des plus forts taux de chômage du continent, à plus de 8 % en moyenne depuis une décennie<sup>6</sup>, et compte un nombre de croissant de « NEETs » – littéralement *Neither in Employment, nor in Education or in Training*. L'industrie, autrefois premier pourvoyeur d'emplois et fleuron de la croissance et de l'innovation françaises, subit un déclasserement marqué. Sa part dans le PIB a été divisée par deux<sup>7</sup> en 50 ans et représente 13,4 % en 2018 contre 25,5 % en Allemagne ou encore 19,7 % en Italie. De même, le solde commercial ne cesse de se dégrader depuis 15 années<sup>8</sup>.

Des solutions existent pourtant. Elles résident dans la capacité des pouvoirs publics à soutenir les entreprises nationales dans la reconquête d'une souveraineté économique et industrielle française en poursuivant la levée de nombreuses contraintes qui pèsent sur elles, et en particulier sur les entreprises celles de taille intermédiaire (ETI) : un coût du travail excessif, un niveau disproportionné d'impôts de production ou encore une surréglementation nocive à l'activité économique. À quelques semaines de l'élection présidentielle, il apparaît indispensable d'inscrire les enjeux du « travailler et produire en France » à l'ordre du jour des débats.

Ce travail a été rendu possible grâce au soutien de PwC et grâce à l'implication d'Olivier Lluansi, associé chez PwC Strategy& et rapporteur général de cette étude.

1 Baromètre de l'Attractivité de la France – EY – Juin 2021.

2 Indice mondial de l'innovation 2021 – Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

3 Statistique développement durable – Gouv/fr.

4 <https://fr.statista.com/infographie/11825/comparaison-cout-electricite-en-europe/>

5 Cour des comptes – Une stratégie de finances publiques pour la sortie de crise – Juin 2021.

6 Eurostat : <https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tipsun20/default/table?lang=fr>

7 Haut Commissariat au Plan – Produits vitaux et secteurs stratégiques : comment garantir notre indépendance ? – Décembre 2020.

8 Insee.

# QUELLE PLACE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ETI DANS LES DÉBATS PUBLICS À L'APPROCHE DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ?

Le modèle de l'entreprise de taille intermédiaire (ETI), resté dans l'ombre des politiques économiques jusqu'à sa reconnaissance institutionnelle en 2008, s'est imposé depuis comme un actif stratégique pour la France.

Actif stratégique à double titre :

- d'abord, par **le poids considérable des ETI dans l'économie française** (1 000 milliards d'euros de CA, 1/3 de l'industrie, 34 % des exportations), de sa contribution à l'emploi (3,4 millions de salariés, soit 25 % du nombre total de salariés en France) ;
- ensuite par **la nature et les spécificités** propres à ces entreprises (enracinement territorial, structure capitalistique majoritairement familiale de long terme, rôle contracyclique dans les crises.)

Dès lors, le déficit criant d'ETI en France, par comparaison à ses principaux voisins européens, apparaît à la fois comme **le stigmate des faiblesses structurelles « du travailler et produire en France » et la signature du déclin industriel français** dans le concert économique des nations avec des conséquences sur l'emploi, le modèle social et la cohésion de notre pays. **Face à ce déclin de l'industrie en France, des efforts ont été menés depuis une dizaine d'années par les pouvoirs publics**, en parallèle de la reconnaissance des ETI. On peut notamment citer la suppression de la taxe professionnelle ou l'instauration du CICE, les efforts en faveur de l'apprentissage et de la formation professionnelle, ou encore la sanctuarisation du CIR et la première baisse des impôts de production dans le cadre du Plan de relance. Si certaines avancées restent incomplètes ou suivies de reculs, elles ont permis à la France **d'atténuer son déclin industriel même si nous restons toujours à un niveau parmi les plus faibles en Europe.**

Tout en tirant le meilleur potentiel de nos atouts (infrastructure ferroviaire et routière, formations techniques et scientifiques, mix énergétique peu carboné...), **il reste à transformer l'essai pour entamer le rebond industriel.** Au cœur des défis de réindustrialisation et de souveraineté économique, du renforcement de la cohésion sociale pour nos villes moyennes et territoires ruraux, des transformations radicales du cadre économique marquées par l'impératif écologique et la digitalisation, **les ETI ont un rôle à jouer.**

Alors que les propositions affluent dans la perspective du prochain quinquennat, **le débat public consacre-t-il suffisamment les enjeux du développement et de la croissance du tissu d'ETI français ? Les propositions sont-elles de nature à faire progresser la France des ETI en 5 ans**, et partant à remettre notre pays durablement sur les rails **d'une grande nation industrielle ?**

C'est pour répondre à cette question que l'Institut Montaigne et le METI, avec le soutien de PwC, se sont associés afin **d'élaborer une grille d'analyse.**

Elle repose sur l'identification de treize enjeux qui sont aujourd'hui centraux pour le développement des ETI. Il s'agit d'abord **d'enjeux structurels historiques, hérités de décisions politiques ou administratives défavorables au tissu productif français prises dans les dernières décennies.** Ils concernent au premier chef les PME et les ETI, plus exposées au site France que les grandes entreprises. Il s'agit ensuite **de nouveaux défis que PME de croissance et ETI doivent impérativement relever dans les prochaines années** et qui appellent des politiques économiques bien calibrées.

## POUR TOUS CES NOUVEAUX DÉFIS, LA GRILLE D'ANALYSE PROPOSE

**Des indicateurs de performance communs, relatifs à quatre critères**



**Des indicateurs plus spécifiques** à chacun des treize enjeux et qui sont présentés dans chacun des thèmes suivants.

## TREIZE ENJEUX DES ETI

### # RECONSTITUER LE SOCLE DE COMPÉTITIVITÉ DU SITE FRANCE

**1/ l'amélioration de la compétitivité coût**, en remédiant notamment à une pression fiscale et sociale inéquitable sur la production. Une première étape a été franchie avec la baisse de 10 milliards d'euros en 2021 et 2022 de la fiscalité de production. Mais la France apparaît encore en profond décalage avec ses partenaires européens tant pour le poids de ses impôts et taxes de production qu'en termes de coût du travail sur les emplois intermédiaires et qualifiés qui sont aujourd'hui ceux de l'industrie.

#### Chiffres-clés

- Impôts de production :
  - Les impôts de production (bruts) représentaient 5 % du PIB en 2019 contre 2,4 % en moyenne dans l'UE à 28 et 0,8 % en Allemagne (Source : *Institut économique Molinari d'après Eurostat*);
  - L'industrie est particulièrement pénalisée par ces impôts et taxes : elle représente moins de 14 % de la VA nationale et assume presque 20 % des impôts de production (Source : *Dossier de presse France Relance / MINEFI*).
- Coût du travail : en 2019, la France occupe la 4ème position des pays ayant les coûts horaires de la main d'œuvre les plus élevés (*Insee, Décembre 2019*).

#### KPIs : éléments spécifiques

- Rythme et cadence de la baisse des prélèvements projetée sur la durée du mandat;
- Alignement de la fiscalité sur l'outil productif sur les autres secteurs économiques;
- Évolutions des charges notamment pour les salaires entre 1,6 SMIC et 3,5 SMIC.

**2/ la libération des transmissions d'entreprises.** Alors qu'une ETI sur deux devra se transmettre dans les dix prochaines années, le coût et la complexité du cadre français de la transmission est atypique en Europe. Son évolution sera essentielle dans les prochaines années tant il conditionne la pérennité de l'outil productif français, et la détention française d'actifs industriels.

#### Chiffres-clés

- En 2019, le pourcentage de transmissions patrimoniales d'entreprise réalisées en France est de 14 % contre plus de 50 % en Allemagne et en Italie (Source : *DP loi PACTE*);
- Seuls 27 % des dirigeants d'ETI estiment que l'environnement juridique et fiscal français est favorable aux transmissions d'entreprises (Source : *Étude KPMGxMETI, novembre 2021*);
- Les rachats d'ETI ont progressé de 40 % en 2020 (Source : *Observatoire Trendéo*).

#### KPIs : éléments spécifiques

- Taux de transmission patrimoniale des entreprises (benchmark européen).

### # ALLÉGER LES PROCÉDURES ADMINISTRATIVES ET SIMPLIFIER LES RELATIONS À L'ADMINISTRATION

**3/ la simplification des procédures administratives** car la complexité, la longueur ou encore l'insécurité juridique de certaines procédures contreviennent à la vitalité de l'économie.

**4/ la réforme de l'administration**, qui doit désormais intervenir en accompagnateur plutôt qu'en censeur de l'activité économique.

## Chiffres-clés

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, la France comptait plus de 330 000 articles législatifs et réglementaires (Source : Rapport SGG sur l'activité législative);
- Les coûts liés aux réglementations et aux démarches administratives pour les entreprises représentent 3 à 4 % du PIB (Source : Chiffres de l'OCDE, AP 2022).

## KPIs : éléments spécifiques

- Positionnement en termes de complexité administrative (indicateur du Forum de Davos 107<sup>e</sup> position / 140 en 2019);
- *Monitoring* de durée moyenne effective (et non théorique) sur une dizaine de procédures les plus usitées par les ETI;
- Mise en place d'indicateurs de « satisfaction relations clients / administrés » annuel par catégorie d'administrés (individus / entreprises et par taille d'entreprises) avec un suivi pluriannuel.

12

## # RE-TERRITORIALISER ET REDÉPLOYER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

**5/ la formation et les compétences :** les ETI majoritairement implantées dans les villes moyennes et les zones rurales doivent être en mesure d'attirer à elles une main d'œuvre qualifiée et formée, notamment dans les secteurs industriels. La réforme de la formation professionnelle et l'accent mis ces dernières années sur l'apprentissage a apporté des premiers outils à la main des entreprises. Pour autant, face aux pénuries structurelles de main d'œuvre, les liens entre les entreprises et le système éducatif, entre les acteurs de l'enseignement technique et de l'enseignement supérieur, sont toujours très insuffisants et doivent être renforcés. La question du pilotage de la voie professionnelle à l'échelle locale se pose ouvertement. Il en va de la bonne allocation des ressources et des compétences en direction des locomotives des économies régionales que sont les ETI.

## Chiffres-clés

- En France, 2/3 des étudiants sont concentrés dans 22 grandes villes et métropoles françaises qui ne représentent pourtant que 29 % de la population totale (Rapport IM, Rééquilibrer le développement de nos territoires, Source : Insee, 2018);
- En France, seulement 0,4 % des effectifs du supérieur sont implantés en dehors des unités urbaines (Rapport IM, Rééquilibrer le développement de nos territoires, Source : Insee, 2019).

## KPIs : éléments spécifiques

- Taux de jeunes en apprentissage en France et benchmark européen.

**6/ l'attractivité des territoires et la mobilité :** les ETI disposent de plus de 50 000 implantations réparties sur l'ensemble du territoire national. Elles ont la capacité à fédérer des compétences et des talents qui dépendent intimement de l'organisation territoriale dans lesquelles elles sont implantées et de la couverture de ce territoire en services publics essentiels (tout particulièrement l'offre éducative, sanitaire et culturelle). En outre, dans un pays marqué par de profonds déséquilibres territoriaux, la question des outils d'accompagnement de la mobilité des salariés tant par les entreprises que par l'État et les collectivités locales est aujourd'hui cruciale.

13

## Chiffres-clés

- Les 15 plus grandes métropoles françaises concentrent près de 80 % de la croissance économique alors qu'elles ne représentent que 30 % de la population française (Rapport IM, Rééquilibrer le développement de nos territoires, Source : OCDE, 2018);
- 75 % des sites de production des ETI se situent dans les villes moyennes ou rurales en régions (Source : METI).

## KPIs : éléments spécifiques

- Cartographies de services publics locaux et de temps d'accès à un hub international de transport

**7/ le renforcement des écosystèmes locaux :** les défis de la reterritorialisation de l'activité économique et du redéploiement des compétences ne pourront être relevés sans la création d'écosystèmes territoriaux associant État, collectivités territoriales et entreprises. Une première étape a été franchie avec les 148 Territoires d'industrie qui revendiquent désormais un avenir industriel. Le déploiement des clubs ETI à l'échelle régionale portés par le METI, permettant à ces entreprises d'être identifiées par la puissance publique, de mutualiser l'expression de leurs besoins, et d'entrer dans une logique de co-construction territoriale tant avec l'État qu'avec les collectivités locales, apparaît lui aussi comme une réponse appropriée qui doit être soutenue et renforcée.

### Chiffres-clés

- Plus des 2/3 des sièges sociaux des ETI se situent en dehors de l'Île-de-France (Source : METI);
- Fin 2020, l'initiative « Territoires d'industrie » représente 1 600 projets sur 148 territoires et 500 intercommunalités (Source : [entreprises.gouv.fr](http://entreprises.gouv.fr)).

### KPIs : éléments spécifiques

- Part des aides publiques au développement économique gérées par les collectivités locales;
- Cartographie des projets de territoire (quelle qu'en soit la thématique : industrie, alimentation, transition écologique, etc.) afin d'identifier les « zones blanches » pour lesquelles le rôle fédérateur de tels projets est moins présent;
- Cartographie des projets collaboratifs financés par le PIA (eg IFPAI ou PSPC ou d'autres) ou encore des Club French Fab et des Club ETI permettant d'identifier les zones blanches, ie les territoires à moindre intensité « collaborative ».

**8/ le renouveau des logiques sectorielles de filières :** les filières sectorielles traditionnellement construites autour des grands groupes français, doivent être repensées pour intégrer pleinement les PME et ETI et permettre ainsi des coopérations horizontales et locales, nouvelle expression du « chasser en meute » à la française.

### Chiffres-clés

- 19 Comités stratégiques de filières (CSF) labellisés au sein du Conseil National de l'Industrie.

### KPIs : éléments spécifiques

- Tenue d'états-généraux de l'industrie pour redéfinir la gouvernance des filières et le rôle des PMI/ETI en leur sein (eg gouvernance tournante ETI/ grand groupe comme pour l'UIMM);
- Cartographie ou inventaire des plateformes digitales de collaboration inter-entreprises (forme alternative de collaboration thématique ou territoriale).

**9/ l'aménagement foncier :** il s'agit d'un enjeu essentiel à l'implantation locale de nouvelles activités tant de services qu'industrielles. Il appelle une exigence de cohérence et de stabilité des cadres juridiques :

- à la suite notamment des injonctions contradictoires envoyées d'un côté par des lois de simplification (comme la loi d'accélération et de simplification de l'action publique, dite « ASAP » (2020));
- et de l'autre des lois multipliant les contraintes sans études d'impact préalables – comme la loi Climat et Résilience (2021), notamment autour de l'artificialisation des sols.

### Chiffres-clés

- France Relance : 400 M€ pour favoriser le développement de projets industriels dans les territoires (dans le cadre du programme Territoires d'industrie).

### KPIs : éléments spécifiques

- Confirmation de la compétence des EPCI pour le foncier productif et ses équipements / services associés;
- Cartographie des surfaces disponibles de foncier productif (éventuellement par catégorie de maturité, ie « clefs en main ») au niveau des bassins d'emploi afin d'identifier les « zones blanches » sans capacité d'accueil de nouveaux projets.

## # PERMETTRE AUX ETI DE RELEVER LES DÉFIS DES TRANSFORMATIONS ÉCOLOGIQUES, NUMÉRIQUES ET SOCIÉTALES

### 10/ l'accès à une énergie décarbonée, au cœur de la transition écologique :

si l'objectif ne fait plus débat, les voies et moyens pour mener cette transition sont multiples et les solutions imaginées souvent à forte teneur idéologique. Les politiques publiques qui accompagnent la transition écologique doivent désormais reposer sur l'affirmation d'une conception de l'« efficacité environnementale », fondée sur l'investissement, la recherche et l'innovation, et mettant à profit l'excellence du mix énergétique français, le plus décarboné au monde. Ce mix énergétique permet aujourd'hui d'associer étroitement deux objectifs : la relocalisation industrielle et l'atteinte de nos objectifs en matière climatique. La défense au niveau européen de cet atout stratégique doit être une priorité du prochain exécutif.

### Chiffres-clés

- La dépense publique française de R&D en énergie est en hausse de 11 % par rapport à 2019 et s'établit à 1 525 M€ en 2020 (Source : Données MTES);
- 30 Md€ du Plan France Relance sont consacrés à la transition écologique dont 1,2 Md€ pour la décarbonation de l'industrie (19 % des émissions françaises, 4<sup>e</sup> contributeur);
- En France, le nombre d'emplois industriels et la part de la VA industrielle dans le PIB ont été divisés par deux en 50 ans (en 2020, 10,3 % du total des emplois) (Source : Note du Haut-Commissariat au Plan, Décembre 2020);
- La part de l'industrie dans la VA s'établissait en France à seulement 13,4 % contre 25,5 % en Allemagne (Source : Note du Haut-Commissariat au Plan, Décembre 2020);
- Volet compétitivité du plan France Relance : 34 Md€ dont 1 Md€ pour la relocalisation et la souveraineté stratégique.

.../...

### KPIs : éléments spécifiques

- % d'entreprises (par secteur) ayant initié leur transition écologique (cf Baromètre de la transition digitale 2016-2019) – actuellement ce taux (déclaratif) serait inférieur à 20 %;
- Mesures du « *Level playing field* » par rapport à la concurrence internationale (eg. taxe carbone aux frontières);
- Mise en place de contrats long terme d'électricité décarbonée.

**11/ la transition digitale :** cette transformation était jusqu'à peu une faiblesse pour les PME et ETI françaises, comme le rappelait le rapport *Industrie du futur, prêts, partez!* de l'Institut Montaigne en 2018 (87 % des dirigeants de PME et ETI françaises considéraient ainsi en 2018 que la transformation numérique ne représentait pas une priorité stratégique). La situation a depuis singulièrement évolué. La crise de la Covid-19 a encore accéléré cette dynamique dans l'ensemble des secteurs économiques. Tout l'enjeu est à présent de poursuivre le soutien à la transformation digitale de l'économie française dans la durée et d'offrir un cadre public apte à contrer les nouvelles menaces qu'elle engendre (cybercriminalité, souveraineté numérique, hyper-concentration des acteurs).

### Chiffres-clés

- En 2020, 66 % des TPE/PME ont désormais un site internet présentant leur activité, soit une hausse de 29 points par rapport à l'avant-crise (Source : Baromètre France Num sur les comportements numériques des TPE/PME, Octobre 2021);
- En 2021, 74 % des ETI françaises ont activement engagé leur transformation digitale (Source : Baromètre digital des ETI 2021, EY-Apax Partners avec le soutien du METI et le parrainage de Gilles Babinet);
- Le quatrième programme d'investissements d'avenir (PIA 4) mobilise 11 Md€ d'ici à 2022 pour soutenir l'investissement dans les technologies d'avenir;
- France Relance prévoit une aide de 385 M€ pour la mise à niveau numérique des TPE, PME et ETI (volet compétitivité);
- Le volume d'attaques par rançongiciels a été multiplié par 4 entre 2019 et 2020 (Données ANSSI).

.../...

## KPIs : éléments spécifiques

- Baromètre % des entreprises ayant une politique de cybersécurité (qualifiée) ;
- Développement d'une offre Made in France / Made in Europe (actuellement dépendance très aiguë aux services nord-américains et aux solutions asiatiques) et un taux de couverture de la demande (objectif LT inf. à 50 %).

**12/ l'engagement sociétal :** les entreprises, *a fortiori* les ETI, ne sont pas circonscrites à leur seul rôle économique. L'engagement des ETI, multiforme, est tangible. Il revient à la puissance publique de ne pas réfréner l'élan d'engagement de ces entreprises en multipliant les contraintes déclaratives qui pourraient s'apparenter à de nouveaux chocs de complexité. Il importe parallèlement de favoriser de façon simple, souple et lisible, le partage de la valeur et l'association des salariés à la performance des entreprises.

## Chiffres-clés

- Aujourd'hui, 61 % des salariés en France jugent que l'entreprise a un impact positif sur la société (Source : Baromètre national de perception de la RSE, 2020, MEDEF) ;
- « Méfiance » est le premier mot cité par les Français sur leur état d'esprit vis-à-vis des entreprises, bien que 71 % en aient une bonne image (Elabe, *À quoi servent les entreprises ? Janvier 2018*) ;
- 94,5 % des ETI développent des actions spécifiques qui les engagent sur les plans social, sociétal et environnemental (*Étude du METI « Les ETI engagées par nature » – Octobre 2021*).

## KPIs : éléments spécifiques

- Baromètre RSE objectif centré sur les ETI : bilan des pratiques (comme celui de 2021 de Mazars).

## # REPENSER LE RÔLE ET LA PLACE DES ETI DANS LA STRATÉGIE D'INDÉPENDANCE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE

**13/ les ETI, actifs stratégiques européens.** L'internationalisation (capitalistique, productive) des grands groupes rend complexe leur rapport à la souveraineté. Les PME et ETI détenues par des capitaux français, qui produisent et investissent en France, ont un rôle-clé à jouer dans ce domaine, et tout particulièrement dans les secteurs de l'énergie (ex : hydrogène, conversion du rayonnement radioactif), la santé, l'eau, les transports... Cela ne sera possible qu'à condition qu'elle soit moteur, avec d'autres, d'une refonte en profondeur des règles de la concurrence, des aides d'État et d'allocation des Fonds européens, afin d'y rendre éligibles les champions industriels que sont les ETI françaises. L'opportunité des réflexions que mène actuellement la Commission européenne autour du statut des SMEs et des *mid-size companies* doit être résolument saisie.

Par ailleurs, les entreprises qui travaillent et produisent en Europe et singulièrement en France sont soumises à la réglementation la plus exigeante au monde en matières environnementale, sociale et de protection des consommateurs. Dans ce contexte, elles attendent des autorités nationales et européennes que soit mis en place l'arsenal réglementaire et douanier qui permettra de garantir le respect d'un même niveau d'exigence par leurs concurrents internationaux.

## Chiffres-clés

- Potentiel de 115 Md€ de chiffre d'affaires et 275 000 emplois, directs et indirects, sur 58 catégories de produits propices et prioritaires pour des relocalisations (*Étude PwC-CNA – « Relocalisation des achats stratégiques » – Juillet 2020*) ;
- Plus de 2/3 des ETI sont à capitaux français (Source : Cartographie des ETI en France, METI – Janvier 2021) ;
- 31 % des ETI relèvent de l'industrie (Source : Cartographie des ETI en France, METI – Janvier 2021).

## KPIs : éléments spécifiques

- % des entreprises par filière ayant un avantage concurrentiel fort en Europe / une relative autonomie stratégique sur le continent.

C'est à la lumière de ces 13 enjeux structurants que seront évaluées l'ambition et la pertinence des programmes économiques et des propositions formulées dans le cadre des débats à l'approche de l'élection présidentielle de 2022. La démarche de l'Institut Montaigne et du METI, avec le soutien du cabinet PwC, ne consistera pas seulement à apprécier le débat public des semaines et mois à venir sur chacun des enjeux évoqués, mais aussi à qualifier la convergence de l'ensemble des prises de position sur ces sujets, afin de créer un consensus national autour du « travailler et produire en France ».

## REMERCIEMENTS

L'Institut Montaigne remercie particulièrement les personnes suivantes pour leur contribution.

### Rapporteur général du travail

- **Olivier Lluansi**, associé chez PwC Strategy&

### Groupe de travail

- **Philippe Chalon**, directeur des affaires extérieures, International SOS
- **Charles Dennery**, économiste
- **Simon Dufeigneux**, directeur des affaires publiques et des nouveaux projets, Sisley
- **Alexandre Montay**, délégué général, Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire (METI)
- **Florence Naillat**, adjointe du délégué général, Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire (METI)
- **Victor Poirier**, directeur des publications, Institut Montaigne
- **Lisa Thomas-Darbois**, chargée d'études – économie et finances publiques, Institut Montaigne

**Les opinions exprimées dans cette note n'engagent  
ni les personnes précédemment citées  
ni les institutions qu'elles représentent.**

# LES PUBLICATIONS DE L'INSTITUT MONTAIGNE

- 2022-2027 : quelles perspectives pour les finances publiques? (janvier 2022)
- Santé 2022 : tout un programme (janvier 2022)
- China Trends #11 – Une ouverture à la carte : les investissements directs étrangers en Chine (décembre 2021)
- Transports du quotidien : en route vers le sans carbone! (décembre 2021)
- La présidence française de l'Union européenne à la loupe (décembre 2021)
- Europe-Inde : quelles ambitions face à la Chine? (décembre 2021)
- Réinvestir le secteur bancaire européen (novembre 2021)
- Une France convalescente, une France du « proche » Baromètre des Territoires 2021 (novembre 2021)
- China Trends n° 10 – Comment l'intelligence artificielle transformera la Chine (novembre 2021)
- Prix Interne du Carbone : une solution qui tombe à PIC pour les entreprises? (novembre 2021)
- En campagne pour l'agriculture de demain (octobre 2021)
- La France dans le bouleversement du monde (octobre 2021)
- Automobile : feu vert pour une industrie durable (octobre 2021)
- Innovation française : nos incroyables talents (octobre 2021)
- Parcours patient : parcours du combattant? (septembre 2021)
- Europe : agir ensemble pour la décarbonation (septembre 2021)
- Quelle Allemagne après Merkel? (septembre 2021)
- Quinquennat Macron : le grand décryptage (août 2021)
- China Trends n° 9 – Une Chine décarbonée est-elle possible? (juillet 2021)
- Villes : à vos données! (juillet 2021)
- Vu de Pékin : le rebond de l'économie chinoise (juin 2021)
- Régions : le renouveau de l'action publique? (juin 2021)
- La stabilité du Maghreb, un impératif pour l'Europe (mai 2021)
- Bien-vieillir : faire mûrir nos ambitions (mai 2021)
- Relance en Afrique : quel rôle pour les entreprises (mai 2021)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux en Entreprise (mai 2021)
- Fintech chinoise : l'heure de la reprise en main (avril 2021)
- Enseignement supérieur et recherche : il est temps d'agir! (avril 2021)
- Filière santé : gagnons la course à l'innovation (mars 2021)
- Rééquilibrer le développement de nos territoires (mars 2021)
- China Trends n° 8 – L'armée chinoise en Asie : puissance et coercition (février 2021)
- Repenser la défense face aux crises du 21<sup>e</sup> siècle (février 2021)
- Les militants du djihad (janvier 2021)
- Compétitivité de la vallée de la Seine : comment redresser la barre? (janvier 2021)
- Semi-conducteurs : la quête de la Chine (janvier 2021)

- Vaccination en France : l'enjeu de la confiance (décembre 2020)
- Santé mentale : faire face à la crise (décembre 2020)
- Construire la métropole Aix-Marseille-Provence de 2030 (novembre 2020)
- Allemagne-France : pour une politique européenne commune à l'égard de la Chine (novembre 2020)
- Plan de relance : répondre à l'urgence économique (novembre 2020)
- Réformer les retraites en temps de crise (octobre 2020)
- Les quartiers pauvres ont un avenir (octobre 2020)
- Trump ou Biden – comment reconstruire la relation transatlantique? (octobre 2020)
- Le capitalisme responsable : une chance pour l'Europe (septembre 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : neuf idées efficaces en faveur de l'emploi (septembre 2020)
- Un virus clarificateur L'impact du Covid-19 sur la politique étrangère de la France (juin 2020)
- Les entreprises françaises en Afrique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)
- Transatlantic Trends 2020 (juillet 2020)
- Europe's Pushback on China (juin 2020)
- E-santé : augmentons la dose! (juin 2020)
- Dividende carbone : une carte à jouer pour l'Europe (juin 2020)
- L'action publique face à la crise du Covid-19 (juin 2020)
- Seine-Saint-Denis : les batailles de l'emploi et de l'insertion (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : relançons l'investissement (mai 2020)
- Rebondir face au Covid-19 : l'enjeu du temps de travail (mai 2020)
- Internet : le péril jeune? (avril 2020)
- Covid-19 : l'Asie orientale face à la pandémie (avril 2020)
- Algorithmes : contrôle des biais S.V.P. (mars 2020)
- Retraites : pour un régime équilibré (mars 2020)
- Espace : le réveil de l'Europe? (février 2020)
- Données personnelles : comment gagner la bataille? (décembre 2019)
- Transition énergétique : faisons jouer nos réseaux (décembre 2019)
- Religion au travail : croire au dialogue – Baromètre du Fait Religieux Entreprise 2019 (novembre 2019)
- Taxes de production : préservons les entreprises dans les territoires (octobre 2019)
- Médicaments innovants : prévenir pour mieux guérir (septembre 2019)
- Rénovation énergétique : chantier accessible à tous (juillet 2019)
- Agir pour la parité : performance à la clé (juillet 2019)
- Pour réussir la transition énergétique (juin 2019)
- Europe-Afrique : partenaires particuliers (juin 2019)
- Media polarization « à la française »? Comparing the French and American ecosystems (mai 2019)
- L'Europe et la 5G : le cas Huawei (partie 2, mai 2019)
- L'Europe et la 5G : passons la cinquième! (partie 1, mai 2019)

- Système de santé : soyez consultés! (avril 2019)
- Travailleurs des plateformes : liberté oui, protection aussi (avril 2019)
- Action publique : pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple (mars 2019)
- La France en morceaux : baromètre des Territoires 2019 (février 2019)
- Énergie solaire en Afrique : un avenir rayonnant? (février 2019)
- IA et emploi en santé : quoi de neuf docteur? (janvier 2019)
- Cybermenace : avis de tempête (novembre 2018)
- Partenariat franco-britannique de défense et de sécurité : améliorer notre coopération (novembre 2018)
- Sauver le droit d'asile (octobre 2018)
- Industrie du futur, prêts, partez! (septembre 2018)
- La fabrique de l'islamisme (septembre 2018)
- Protection sociale : une mise à jour vitale (mars 2018)
- Innovation en santé : soignons nos talents (mars 2018)
- Travail en prison : préparer (vraiment) l'après (février 2018)
- ETI : taille intermédiaire, gros potentiel (janvier 2018)
- Réforme de la formation professionnelle : allons jusqu'au bout! (janvier 2018)
- Espace : l'Europe contre-attaque? (décembre 2017)
- Justice : faites entrer le numérique (novembre 2017)
- Apprentissage : les trois clés d'une véritable transformation (octobre 2017)
- Prêts pour l'Afrique d'aujourd'hui? (septembre 2017)
- Nouveau monde arabe, nouvelle « politique arabe » pour la France (août 2017)
- Enseignement supérieur et numérique : connectez-vous! (juin 2017)
- Syrie : en finir avec une guerre sans fin (juin 2017)
- Énergie : priorité au climat! (juin 2017)
- Quelle place pour la voiture demain? (mai 2017)
- Sécurité nationale : quels moyens pour quelles priorités? (avril 2017)
- Tourisme en France : cliquez ici pour rafraîchir (mars 2017)
- L'Europe dont nous avons besoin (mars 2017)
- Dernière chance pour le paritarisme de gestion (mars 2017)
- L'impossible État actionnaire? (janvier 2017)
- Un capital emploi formation pour tous (janvier 2017)
- Économie circulaire, réconcilier croissance et environnement (novembre 2016)
- Traité transatlantique : pourquoi persévérer (octobre 2016)
- Un islam français est possible (septembre 2016)
- Refonder la sécurité nationale (septembre 2016)
- Brexain ou Brexit : Europe, prépare ton avenir! (juin 2016)
- Réanimer le système de santé - Propositions pour 2017 (juin 2016)
- Nucléaire : l'heure des choix (juin 2016)
- Un autre droit du travail est possible (mai 2016)

- Les primaires pour les Nuls (avril 2016)
- Le numérique pour réussir dès l'école primaire (mars 2016)
- Retraites : pour une réforme durable (février 2016)
- Décentralisation : sortons de la confusion / Repenser l'action publique dans les territoires (janvier 2016)
- Terreur dans l'Hexagone (décembre 2015)
- Climat et entreprises : de la mobilisation à l'action / Sept propositions pour préparer l'après-COP21 (novembre 2015)
- Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité (octobre 2015)
- Pour en finir avec le chômage (septembre 2015)
- Sauver le dialogue social (septembre 2015)
- Politique du logement : faire sauter les verrous (juillet 2015)
- Faire du bien vieillir un projet de société (juin 2015)
- Dépense publique : le temps de l'action (mai 2015)
- Apprentissage : un vaccin contre le chômage des jeunes (mai 2015)
- Big Data et objets connectés. Faire de la France un champion de la révolution numérique (avril 2015)
- Université : pour une nouvelle ambition (avril 2015)
- Rallumer la télévision : 10 propositions pour faire rayonner l'audiovisuel français (février 2015)
- Marché du travail : la grande fracture (février 2015)
- Concilier efficacité économique et démocratie : l'exemple mutualiste (décembre 2014)
- Résidences Seniors : une alternative à développer (décembre 2014)
- Business schools : rester des champions dans la compétition internationale (novembre 2014)
- Prévention des maladies psychiatriques : pour en finir avec le retard français (octobre 2014)
- Temps de travail : mettre fin aux blocages (octobre 2014)
- Réforme de la formation professionnelle : entre avancées, occasions manquées et pari financier (septembre 2014)
- Dix ans de politiques de diversité : quel bilan? (septembre 2014)
- Et la confiance, bordel? (août 2014)
- Gaz de schiste : comment avancer (juillet 2014)
- Pour une véritable politique publique du renseignement (juillet 2014)
- Rester le leader mondial du tourisme, un enjeu vital pour la France (juin 2014)
- 1 151 milliards d'euros de dépenses publiques : quels résultats? (février 2014)
- Comment renforcer l'Europe politique (janvier 2014)
- Améliorer l'équité et l'efficacité de l'assurance-chômage (décembre 2013)
- Santé : faire le pari de l'innovation (décembre 2013)
- Afrique-France : mettre en œuvre le co-développement Contribution au XXVI<sup>e</sup> sommet Afrique-France (décembre 2013)
- Chômage : inverser la courbe (octobre 2013)
- Mettre la fiscalité au service de la croissance (septembre 2013)

- Vive le long terme! Les entreprises familiales au service de la croissance et de l'emploi (septembre 2013)
- Habitat : pour une transition énergétique ambitieuse (septembre 2013)
- Commerce extérieur : refuser le déclin  
Propositions pour renforcer notre présence dans les échanges internationaux (juillet 2013)
- Pour des logements sobres en consommation d'énergie (juillet 2013)
- 10 propositions pour refonder le patronat (juin 2013)
- Accès aux soins : en finir avec la fracture territoriale (mai 2013)
- Nouvelle réglementation européenne des agences de notation : quels bénéfices attendre? (avril 2013)
- Remettre la formation professionnelle au service de l'emploi et de la compétitivité (mars 2013)
- Faire vivre la promesse laïque (mars 2013)
- Pour un « New Deal » numérique (février 2013)
- Intérêt général : que peut l'entreprise? (janvier 2013)
- Redonner sens et efficacité à la dépense publique 15 propositions pour 60 milliards d'économies (décembre 2012)
- Les juges et l'économie : une défiance française? (décembre 2012)
- Restaurer la compétitivité de l'économie française (novembre 2012)
- Faire de la transition énergétique un levier de compétitivité (novembre 2012)
- Réformer la mise en examen Un impératif pour renforcer l'État de droit (novembre 2012)
- Transport de voyageurs : comment réformer un modèle à bout de souffle? (novembre 2012)
- Comment concilier régulation financière et croissance : 20 propositions (novembre 2012)
- Taxe professionnelle et finances locales : premier pas vers une réforme globale? (septembre 2012)
- Remettre la notation financière à sa juste place (juillet 2012)
- Réformer par temps de crise (mai 2012)
- Insatisfaction au travail : sortir de l'exception française (avril 2012)
- Vademecum 2007 – 2012 : Objectif Croissance (mars 2012)
- Financement des entreprises : propositions pour la présidentielle (mars 2012)
- Une fiscalité au service de la « social compétitivité » (mars 2012)
- La France au miroir de l'Italie (février 2012)
- Pour des réseaux électriques intelligents (février 2012)
- Un CDI pour tous (novembre 2011)
- Repenser la politique familiale (octobre 2011)
- Formation professionnelle : pour en finir avec les réformes inabouties (octobre 2011)
- Banlieue de la République (septembre 2011)
- De la naissance à la croissance : comment développer nos PME (juin 2011)
- Reconstruire le dialogue social (juin 2011)
- Adapter la formation des ingénieurs à la mondialisation (février 2011)
- « Vous avez le droit de garder le silence... » Comment réformer la garde à vue (décembre 2010)

- Gone for Good? Partis pour de bon?  
Les expatriés de l'enseignement supérieur français aux États-Unis (novembre 2010)
- 15 propositions pour l'emploi des jeunes et des seniors (septembre 2010)
- Afrique - France. Réinventer le co-développement (juin 2010)
- Vaincre l'échec à l'école primaire (avril 2010)
- Pour un Eurobond. Une stratégie coordonnée pour sortir de la crise (février 2010)
- Réforme des retraites : vers un big-bang? (mai 2009)
- Mesurer la qualité des soins (février 2009)
- Ouvrir la politique à la diversité (janvier 2009)
- Engager le citoyen dans la vie associative (novembre 2008)
- Comment rendre la prison (enfin) utile (septembre 2008)
- Infrastructures de transport : lesquelles bâtir, comment les choisir? (juillet 2008)
- HLM, parc privé. Deux pistes pour que tous aient un toit (juin 2008)
- Comment communiquer la réforme (mai 2008)
- Après le Japon, la France...  
Faire du vieillissement un moteur de croissance (décembre 2007)
- Au nom de l'Islam... Quel dialogue avec les minorités musulmanes en Europe? (septembre 2007)
- L'exemple inattendu des Vets  
Comment ressusciter un système public de santé (juin 2007)
- Vademecum 2007-2012 – Moderniser la France (mai 2007)
- Après Erasmus, Amicus. Pour un service civique universel européen (avril 2007)
- Quelle politique de l'énergie pour l'Union européenne? (mars 2007)
- Sortir de l'immobilité sociale à la française (novembre 2006)
- Avoir des leaders dans la compétition universitaire mondiale (octobre 2006)
- Comment sauver la presse quotidienne d'information (août 2006)
- Pourquoi nos PME ne grandissent pas (juillet 2006)
- Mondialisation : réconcilier la France avec la compétitivité (juin 2006)
- TVA, CSG, IR, cotisations... Comment financer la protection sociale (mai 2006)
- Pauvreté, exclusion : ce que peut faire l'entreprise (février 2006)
- Ouvrir les grandes écoles à la diversité (janvier 2006)
- Immobilier de l'État : quoi vendre, pourquoi, comment (décembre 2005)
- 15 pistes (parmi d'autres...) pour moderniser la sphère publique (novembre 2005)
- Ambition pour l'agriculture, libertés pour les agriculteurs (juillet 2005)
- Hôpital : le modèle invisible (juin 2005)
- Un Contrôleur général pour les Finances publiques (février 2005)
- Les oubliés de l'égalité des chances (janvier 2004 - Réédition septembre 2005)

Pour les publications antérieures se référer à notre site internet :

[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)

# INSTITUT MONTAIGNE



ABB FRANCE  
ABBVIE  
ACCENTURE  
ACCURACY  
ACTIVEO  
ADECCO  
ADEO  
ADIT  
ADVANCY  
AIR FRANCE - KLM  
AIR LIQUIDE  
AIRBUS  
ALLEN & OVERY  
ALLIANZ  
ALVAREZ & MARSAL FRANCE  
AMAZON  
AMBER CAPITAL  
AMUNDI  
ANTIN INFRASTRUCTURE PARTNERS  
ARCHERY STRATEGY CONSULTING  
ARCHIMED  
ARDIAN  
ASTRAZENECA  
AUGUST DEBOUZY  
AVRIL  
AXA  
BAKER & MCKENZIE  
BEARINGPOINT  
BESSÉ  
BG GROUP  
BNP PARIBAS  
BOLLORE  
BONA FIDÉ  
BOUYGUES  
BROUSSE VERGEZ  
BRUNSWICK  
CANDRIAM  
CAPGEMINI  
CAPITAL GROUP  
CAREIT ASSET ET PROPERTY MANAGEMENT  
CARREFOUR  
CASINO  
CHUBB  
CIS  
CISCO SYSTEMS FRANCE  
CLUB TOP 20  
CMA CGM  
CNP ASSURANCES  
COHEN AMIR-ASLANI

COMPAGNIE PLASTIC OMNIUM  
CONSEIL SUPÉRIEUR DU NOTARIAT  
CORRÈZE & ZAMBÈZE  
CRÉDIT AGRICOLE  
D'ANGELIN & CO, LTD  
DASSAULT SYSTÈMES  
DE PARDIEU BROCAS MAFFEI  
DOCTOLIB  
ECL GROUP  
EDENRED  
EDF  
EDHEC BUSINESS SCHOOL  
EDWARDS LIFESCIENCES  
ELSAN  
ENEDIS  
ENGIE  
EQT  
ESL & NETWORK  
EUROGROUP CONSULTING  
FIVES  
FONCIÈRE INEA  
GALILEO GLOBAL EDUCATION  
GETLINK  
GIDE LOYRETTE NOUËL  
GOJOB  
GOOGLE  
GRAS SAVOYE  
GROUPAMA  
GROUPE BEL  
GROUPE EDMOND DE ROTHSCHILD  
GROUPE M6  
GROUPE ORANGE  
HAMEUR ET CIE  
HENNER  
HSBC CONTINENTAL EUROPE  
IBM FRANCE  
IFPASS  
ING BANK FRANCE  
INKARN  
INSTITUT MÉRIEUX  
INTERNATIONAL SOS  
INTERPARFUMS  
INTUITIVE SURGICAL  
IONIS EDUCATION GROUP  
ISRP  
IZIWORK  
JEANTET ASSOCIÉS  
JOLT CAPITAL  
KANTAR

# INSTITUT MONTAIGNE



KATALYSE  
KEARNEY  
KEDGE BUSINESS SCHOOL  
KKR  
KPMG S.A.  
LA BANQUE POSTALE  
LA COMPAGNIE FRUITIÈRE  
LINEDATA SERVICES  
LIVANOVA  
L'ORÉAL  
LOXAM  
LVMH - MOËT-HENNESSY - LOUIS VUITTON  
M.CHARRAIRE  
MACSF  
MALAKOFF HUMANIS  
MAREMMA  
MAZARS  
MCKINSEY & COMPANY FRANCE  
MÉDIA-PARTICIPATIONS  
MEDIOBANCA  
MERCER  
MERIDIAM  
MICHELIN  
MICROSOFT FRANCE  
MITSUBISHI FRANCE S.A.S  
MOELIS & COMPANY  
MOODY'S FRANCE  
NATIXIS  
NESTLÉ  
NEXITY  
ODDO BHF  
OLIVER WYMAN  
ONDRA PARTNERS  
ONEPOINT  
ONET  
OPTIGESTION  
ORANO  
ORTEC GROUP  
OWKIN  
PAI PARTNERS  
PERGAMON  
POLYTANE  
PRODWARE  
PRUDENTIA CAPITAL  
PWC FRANCE & MAGHREB  
RAISE  
RAMSAY GÉNÉRALE DE SANTÉ  
RANDSTAD  
RATP

RELX GROUP  
RENAULT  
REXEL  
RICOL LASTEYRIE  
RIVOLIER  
ROCHE  
ROLAND BERGER  
ROTHSCHILD & CO  
RTE  
SAFRAN  
SANOFI  
SAP FRANCE  
SCHNEIDER ELECTRIC  
SERVIR  
SGS  
SIA PARTNERS  
SIACI SAINT HONORÉ  
SIEMENS  
SIEMENS ENERGY  
SIER CONSTRUCTEUR  
SNCF  
SNCF RÉSEAU  
SODEXO  
SNEF  
SPRINKLR  
SPVIE  
STAN  
SUEZ  
SYSTEMIS  
TALAN  
TECNET PARTICIPATIONS SARL  
TEREGA  
THE BOSTON CONSULTING GROUP  
TILDER  
TOFANE  
TOTALENERGIES  
UBS FRANCE  
VEOLIA  
VERLINGUE  
VINCI  
VIVENDI  
WAKAM  
WAVESTONE  
WENDEL  
WILLIS TOWERS WATSON  
WORDAPPEAL  
ZURICH

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

SOUTIENNENT L'INSTITUT MONTAIGNE

# INSTITUT MONTAIGNE



## COMITÉ DIRECTEUR

### PRÉSIDENT

**Henri de Castris** président, Institut Montaigne

### MEMBRES

**David Azéma** associé, Perella Weinberg Partners

**Emmanuelle Barbara** *Senior Partner*, August Debouzy

**Marguerite Bérard** directrice des Réseaux France, BNP Paribas

**Jean-Pierre Clamadiou** président du Conseil d'Administration, ENGIE

**Paul Hermelin** président du Conseil d'administration, Capgemini

**Marwan Lahoud** président, Ace Capital Partners

**Natalie Rastoin** présidente, Polytane ; *Senior Advisor*, WPP

**René Ricol** président, Ricol Lasteyrie

**Jean-Dominique Senard** président du Conseil d'administration, Groupe Renault

**Arnaud Vaissié** président-directeur général, International SOS

**Natacha Valla** économiste ; doyenne de l'École de Management et d'Innovation, Sciences Po

**Florence Verzelen** directrice générale adjointe, Dassault Systèmes

**Philippe Wahl** président-directeur général, Groupe La Poste

### PRÉSIDENT D'HONNEUR

**Claude Bébéar** fondateur et président d'honneur, AXA



IL N'EST DÉSIR PLUS NATUREL QUE LE DÉSIR DE CONNAISSANCE

# Cinq ans pour faire progresser la France des ETI

À quelques mois d'un moment démocratique décisif pour l'avenir de notre pays, le déficit criant d'entreprises de taille intermédiaire (ETI) en France apparaît comme le stigmate des faiblesses structurelles de l'industrie française. Dès lors, comment favoriser le développement d'une *Mittelstand* à la française? Au cœur des enjeux de réindustrialisation et de souveraineté économique mais aussi de renforcement de la cohésion sociale pour nos villes moyennes et territoires ruraux ou encore des transformations écologique et numérique, le renforcement d'un tissu solide d'ETI françaises doit figurer parmi les priorités du prochain quinquennat.

À cet égard, l'Institut Montaigne et le Mouvement des Entreprises de Taille Intermédiaire (METI) ont travaillé, avec le soutien du cabinet d'audit et de conseil PwC, à la définition d'une grille d'analyse des différents programmes des candidats à l'élection présidentielle, qui repose sur l'identification de 13 enjeux centraux pour lutter contre le déclin du « travailler et produire en France ».

Rejoignez-nous sur :



Suivez chaque semaine notre actualité  
en vous abonnant à notre newsletter sur :  
[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)

**Institut Montaigne**

59, rue La Boétie - 75008 Paris  
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60  
[www.institutmontaigne.org](http://www.institutmontaigne.org)

ISSN 1771-6756  
JANVIER 2022